La Fédération des commissions scolaires du Québec

« le goût du public »

rapport annuel 2004_2005

La Fédération
des commissions
scolaires
du Québec

Au début des années 40, plusieurs commissions scolaires ont trouvé des avantages à se doter d'un organisme privé qui coordonnerait leurs travaux et qui leur permettrait d'unifier leurs actions. C'est donc pour remplir ce double mandat que la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec est créée en 1947. Elle conserve d'ailleurs cette appellation jusqu'en juin 1991, sa position favorable à la création de commissions scolaires linguistiques l'incitant à adopter le nom de Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ).

La FCSQ est un organisme privé qui regroupe la totalité des commissions scolaires franco-

L'an 4

de la Planification stratégique 2001-2004

Les enjeux majeurs de la FCSQ s'articulent autour des huit orientations de la *Planification stratégique 2001-2004*. Rappelons qu'elles ont été adoptées à l'assemblée générale de juin 2001 par les représentantes et représentants des 61 commissions scolaires membres de la Fédération.

LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

1_ La commission scolaire : un palier de gouvernement indispensable et incontournable
2_ Les jeunes : au cœur de notre projet de société
3_ La réforme de l'éducation : pour la réussite de tous et de toutes
4_ La formation professionnelle : une stratégie pour le développement du Québec
5_ La formation continue : un enjeu de taille pour les commissions scolaires
6_ Les ressources humaines : au centre du renouvellement et du changement
7_ Les ressources financières : une condition gagnante pour une éducation de qualité
8_ Les services aux membres : un monde plein de ressources

Ce rapport annuel se veut donc le reflet du travail accompli par la Fédération pour représenter au mieux les intérêts de ses membres, répondre à leurs besoins et leur offrir des services de haute qualité.

UNE COHÉSION EXEMPLAIRE

Si la Fédération a fait des gains importants au cours de la dernière année, c'est avant tout parce que notre réseau est solidaire comme pas un ! Cette force, qui caractérise depuis plusieurs années les 61 commissions scolaires membres de la Fédération, repose sur la somme de l'expertise des élus et des gestionnaires qui nous permet d'avancer des positions fortes et crédibles auprès des instances gouvernementales.

Les résultats positifs que nous avons atteints sont le fruit de la concertation avec nos partenaires, de la collaboration et de la synergie entre nos diverses instances : les sessions du bureau de direction et du conseil général et les rencontres des présidentes, présidents, directrices générales et directeurs généraux des commissions scolaires. Mentionnons aussi une concertation privilégiée avec les premiers gestionnaires administratifs des commissions scolaires, qui sont représentés par l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires (ADIGECS), dans une multitude de dossiers. Il y a aussi une concertation étroite avec les représentants des directions d'école (FQDE, AQPDE, AMDES) et des cadres (ACSQ). Il faut en outre souligner la coordination de nos actions avec le réseau des commissions scolaires anglophones et la concertation avec la Fédération des comités de parents du Québec dans plusieurs dossiers.

UNE PRÉSENCE POLITIQUE IMPORTANTE

Nos réussites reposent sur une présence politique continue de la Fédération dans les débats publics, autant par une présence médiatique forte que par différentes rencontres avec des ministres du gouvernement, dont deux ministres de l'Éducation, les représentants de leur cabinet et le premier ministre et par nos participations à diverses commissions parlementaires, colloques, congrès, sommet, etc. Vous trouverez à la page suivante la liste de mes activités en 2004-2005.

Pour ma part, c'est bien humblement et avec beaucoup d'énergie que j'ai représenté les élus scolaires du Québec et travaillé au quotidien à une meilleure reconnaissance des commissions scolaires comme gouvernements locaux.

Par ailleurs, la tournée de plusieurs régions du Québec que j'ai faite à la rentrée scolaire et les nombreuses invitations que j'ai reçues des commissions scolaires et auxquelles j'ai toujours répondu avec enthousiasme, m'ont permis de bien connaître vos attentes que j'ai tenté de refléter le plus possible lors de mes diverses interventions politiques. Je remercie tous ceux et celles qui m'ont accueilli si chaleureusement et qui ont été généreux de leurs conseils et encouragements.

Je voudrais aussi remercier pour leur soutien la vice-présidente, les membres du bureau de direction, les membres du conseil général, le directeur général et le personnel de la Fédération ainsi que l'ensemble des élus, qui se sont dévoués pour les élèves du Québec, et que j'ai toujours plaisir à rencontrer.

Vous constaterez à la lecture de ce rapport annuel tout le soin que la Fédération a mis à respecter ses engagements envers ses membres, dans sa *Planification stratégique 2001-2004*, mais aussi envers la société québécoise et surtout les élèves, notre première motivation et raison d'être. La Fédération s'est donné comme mot d'ordre d'être incontournable, pour le plus grand bénéfice de ses membres.

Je vous invite à être à l'écoute de vos milieux. Soyez assurés que, pour sa part, la Fédération va continuer de se faire un devoir d'être à votre écoute !

André Caron
Président général

Activités du président

RENCONTRES AVEC DES MINISTRES, DES PRÉSIDENTES ET PRÉSIDENTS DE DIVERS ORGANISMES

Premier ministre du Québec

Ministère de l'Éducation du Québec

Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille

Ministère de la Culture et des Communications

Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche

Ministère des Finances

Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Ministère des Transports

Ministère du Travail

Conseil du trésor

Association des cadres scolaires du Québec

Association des commissions scolaires anglophones du Québec

Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec

Association des propriétaires d'autobus du Québec

Association du transport écolier du Québec

Association montréalaise des directions d'établissement scolaire

Association québécoise du personnel de direction des écoles

Association québécoise du loisir municipal

Centrale des syndicats du Québec

Conseil du patronat du Québec

Fédération des cégeps

Fédération des comités de parents du Québec

Fédération étudiante collégiale du Québec

Fédération québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement

Fédération québécoise des municipalités

Fédération québécoise du sport étudiant

Fédération des syndicats de l'enseignement

Solidarité rurale du Québec

Union des municipalités du Québec

PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET À D'AUTRES ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

Colloque de la Fondation de l'entrepreneurship

Colloque de l'Association des cadres scolaires du Québec

Congrès de l'Association du transport écolier du Québec

Congrès de l'Association des propriétaires d'autobus du Québec

Congrès de l'Association canadienne d'éducation de langue française (présidence d'honneur)

Congrès de l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec

Congrès de l'Association québécoise du personnel de direction des écoles

Congrès de l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire

Congrès de l'Union des municipalités du Québec

Congrès de la Fédération des comités de parents du Québec

Congrès de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones

Congrès de la Fédération québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement

Congrès de la Fédération québécoise des municipalités

Réunion nationale de la Société GRICS

PRÉSENCE EN RÉGION

- Rencontres avec les représentants et représentantes des commissions scolaires dans le cadre d'activités régionales telles que conférences de presse, colloques, remises de l'Ordre du mérite
- Tournée de la rentrée scolaire

Instances politiques
de la FCSQ

Les élus scolaires sont au cœur du processus décisionnel de la FCSQ. Comme il est prévu dans la loi constituante et les règlements généraux de la FCSQ, trois instances donnent aux commissaires l'occasion de faire entendre leur voix : l'assemblée générale, le conseil général et le bureau de direction. Ainsi, les élus scolaires sont directement engagés dans la définition des orientations et la gestion de la Fédération.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Mandat

L'assemblée générale est la dépositaire de l'autorité finale et suprême au sein de la Fédération. Elle détermine les politiques générales, les objectifs majeurs ainsi que les grandes lignes d'action de la Fédération. Elle tient une séance annuellement, mais des séances extraordinaires peuvent également s'ajouter à l'occasion sur des sujets d'importance. Elle est composée de commissaires élus, délégués annuellement par les commissions scolaires et leur nombre varie selon la clientèle de chaque commission scolaire membre.

Réalisations

- 57e Assemblée générale tenue les 14 et 15 mai 2004 – participation de 319 commissaires délégués
- Adoption des enjeux stratégiques 2004-2005, des états financiers, des prévisions budgétaires et de la cotisation des membres
- La FCSQ a été mandatée pour prendre les moyens et actions nécessaires afin de permettre aux commissions scolaires d'offrir des services éducatifs mieux adaptés et de faire en sorte de conserver la responsabilité de la formation professionnelle.
- Préoccupation particulière au sujet de la démocratie scolaire

CONSEIL GÉNÉRAL

Mandat

Le conseil général de la Fédération est composé du président et de la vice-présidente, élus par l'assemblée générale, ainsi que du président ou de la présidente de chacune des commissions scolaires membres ou de la représentante ou du représentant qu'elle désigne de même que de l'administrateur de la Commission scolaire du Littoral. Le principal mandat du conseil général est d'exécuter les décisions de l'assemblée générale et de mettre en application les résolutions de cette dernière concernant les politiques générales, les objectifs et les grandes lignes d'action.

Réalisations

Adoption de nombreux dossiers touchant, entre autres, les sujets suivants.

- Ordre professionnel des enseignants
- Valorisation de la formation professionnelle
- Appui à la réforme de l'éducation
- Place de la religion à l'école
- Abolition graduelle du financement du réseau des écoles privées
- Qualité des services éducatifs
- Francisation de la clientèle immigrante
- Formation des maîtres en formation générale des adultes
- Achat de manuels scolaires
- Dénonciation des moyens de pression des syndicats

Étude et adoption des documents suivants

- Mémoire sur le projet de loi 73, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé
- Mémoire sur le projet de règles budgétaires 2004-2005 des commissions scolaires
- Avis sur le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire
- Commentaires en vue de la consultation sur la mise en application de la réforme du transport par taxi
- Éléments de réflexion sur la conciliation travail-famille
- Évaluation du processus électoral lors des élections scolaires de novembre 2003
- Mémoire sur le renforcement de la Loi sur le tabac

Le conseil général a siégé à quatre reprises en session régulière et à deux occasions en session extraordinaire.

BUREAU DE DIRECTION

Mandat

Le bureau de direction est composé de neuf membres : le président et la vice-présidente élus par l'assemblée générale et sept directrices et directeurs dont un vient de la région de la Montérégie et un de la région de Montréal. Ses principales fonctions sont de faire des recommandations au conseil général, d'assurer la surveillance et l'exécution de ses mandats et de voir à la gestion financière et au contrôle du budget.

Réalisations

- Dépôt de commentaires à la Commission des finances publiques concernant le projet de loi 61 créant l'Agence des partenariats public-privé du Québec.
- Mise en place du comité conjoint du bureau de direction et du conseil d'administration de l'ADIGECS en appui aux représentants de la Fédération qui siègent aux trois équipes de travail issues du Forum des générations.
- Avis au ministre de l'Éducation sur le projet de règlement sur le régime pédagogique

Le bureau de direction s'est réuni à six reprises en session régulière et à trois occasions en session extraordinaire.

Membres du bureau de direction

Josée Bouchard
Vice-présidente de la FCSQ
Présidente de la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean

André Caron
Président général de la FCSQ
Commissaire à la Commission scolaire des Premières-Seigneuries

Jean-Yves Laforest
Président de la Commission scolaire de l'Énergie

Suzanne Durivage
Présidente de la Commission scolaire des Hauts-Cantons

Claude Langlais
Président de la Commission scolaire de Kamouraska – Rivière-du-Loup

Ginette Côté
Présidente de la Commission scolaire de l'Estuaire

Gaétan Gilbert
Président de la Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois

Sonia Gagné-Lalonde
Commissaire à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

Denis Rajotte
Président de la Commission scolaire de Sorel-Tracy

Membres du conseil général

André Caron [1]
Président de la FCSQ
Commissaire à la Commission scolaire des Premières-Seigneuries

Josée Bouchard [1]
Vice-présidente de la FCSQ
Présidente de la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean

Suzan Amyot
Présidente de la Commission scolaire de la Baie-James

Michel Arcand
Président de la Commission scolaire des Laurentides

Vincent Arciresi
Président de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île

Marjolaine Arsenault
Présidente de la Commission scolaire de la Riveraine

Lise Beaulieu
Présidente de la Commission scolaire de Rouyn-Noranda

Pierrette Beauvais
Présidente de la Commission scolaire des Affluents

Jean-Claude Bergeron
Président de la Commission scolaire du Lac-Témiscamingue

Denys Bertrand
Président de la Commission scolaire de la Côte-du-Sud

Jocelyn Blondin
Président de la Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais

Andrée Bouchard
Présidente de la Commission scolaire des Hautes-Rivières

Gilles Boudrias
Président de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke

Léopold Castonguay
Président de la Commission scolaire des Navigateurs

Francine Charbonneau
Présidente de la Commission scolaire de Laval

Suzanne Chartrand
Présidente de la Commission scolaire des Patriotes

Ginette Côté
Présidente de la Commission scolaire de l'Estuaire

Jean Couture
Président de la Commission scolaire René-Lévesque

Marguerite Couture
Présidente de la Commission scolaire du Lac-Abitibi

Francine Cyr
Présidente de la Commission scolaire des Îles

Lucie Désilets
Présidente de la Commission scolaire Marie-Victorin

Huguette Desrochers
Présidente de la Commission scolaire des Sommets

Michel Duchesne
Président de la Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands

Suzanne Durivage
Présidente de la Commission scolaire des Hauts-Cantons

Christine Émond-Lapointe [1]
Présidente de la Commission scolaire des Draveurs

Richard Flibotte
Président de la Commission scolaire de Saint-Hyacinthe

Paule Fortier [1]
Présidente de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles

Liz S.-Gagné
Présidente de la Commission scolaire des Rives-du-Saguenay

Sonia Gagné-Lalonde
Commissaire à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

Claude Gélinas
Président de la Commission scolaire des Découvreurs

Gaétan Gilbert
Président de la Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois

Murielle Gingras
Présidente de la Commission scolaire de la Capitale

Jean Jetté
Président de la Commission scolaire des Samares

Marie-Louise Kerneïs
Présidente de la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries

Jean-Yves Laforest
Président de la Commission scolaire de l'Énergie

Claude Langlais [1]
Président de la Commission scolaire de Kamouraska – Rivière-du-Loup

Denis Langlois
Président de la Commission scolaire de L'Amiante

Claudette Larivée
Présidente de la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord

Charles-Henri Lecours
Président de la Commission scolaire de la Beauce-Etchemin

Yvon Lemire
Président de la Commission scolaire du Chemin-du-Roy

Myriam Lessard
Présidente de la Commission scolaire De La Jonquière

Martine Loignon
Présidente de la Commission scolaire Pierre-Neveu

Jeanne d'Arc Marcoux
Présidente de la Commission scolaire des Premières-Seigneuries

Léopold Marquis
Président de la Commission scolaire des Monts-et-Marées

Luc Maurice
Président de la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées

Alain Meloche
Président de la Commission scolaire des Chênes

Daniel Moreau
Président de la Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais

Luc Noël
Président de la Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord

Méderic O'Brien
Administrateur de la Commission scolaire du Littoral

Guilmont Pelletier
Président de la Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs

Denis Rajotte
Président de la Commission scolaire de Sorel-Tracy

Paulette S.-Rancourt
Commissaire à la Commission scolaire des Bois-Francs

Rémi Rousseau
Président de la Commission scolaire du Pays-des-Bleuets

Clément Roy
Président de la Commission scolaire Harricana

Diane Schetagne
Présidente de la Commission scolaire des Trois-Lacs

Viviane Schofield
Présidente de la Commission scolaire du Val-des-Cerfs

Pâquerette Sergerie
Présidente de la Commission scolaire des Chic-Chocs

Benoît Simard
Président de la Commission scolaire de Charlevoix

Roxanne Thibeault
Commissaire à la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean

Serge Tremblay
Président de la Commission scolaire de Portneuf

Paul Trottier
Commissaire à la Commission scolaire de Montréal

Raymond Tudeau
Président de la Commission scolaire des Phares

Rodrigue Vigneault
Président de la Commission scolaire du Fer

Représentante de l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Qubec
Susan Tremblay
Vice-présidente de l'ADIGECS
Directrice générale de la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries

1. Membre du Comité du budget 2005-2006

Rapport du directeur général

Le financement de notre réseau, de belles réussites et de grandes inquiétudes!

DE BELLES RÉUSSITES

Même si dans ce rapport j'excède l'année qui vient de se terminer, je trouve important de faire le point sur le financement des commissions scolaires dans un horizon qui déborde l'année 2004-2005.

Les cinq dernières années ont été relativement intéressantes pour le financement de notre réseau, si on exclut bien sûr l'année 2003-2004. En effet, nos coûts de système, relativement importants, surtout ceux découlant des conventions collectives (entente de 2000, équité salariale, etc.) ont été financés. Nous avons aussi obtenu plusieurs mesures pour contrer l'effet de la décroissance de nos clientèles scolaires. Ainsi, près de 12 % des allocations aux commissions scolaires sont attribuées en montant de base (environ 650 M$), donc n'évoluant plus à la baisse à la suite d'une diminution d'élèves. Des mesures ont été introduites pour soutenir le maintien des petites écoles, permettant ainsi de conserver l'accessibilité de nos services à des populations de milieux ruraux. C'est là un des objectifs d'un système d'éducation public.

Des sommes importantes ont été consacrées également pour les élèves en difficulté, les manuels scolaires, les bibliothèques, pour des programmes visant à assurer la réussite comme *Agir autrement*, l'école orientante et l'aide aux devoirs.

La dernière année nous a aussi permis de refinancer en partie le transport scolaire, dossier épineux depuis la fusion des commissions scolaires en 1998.

DES SIGNES INQUIÉTANTS POUR LES PROCHAINES ANNÉES

La situation budgétaire du gouvernement du Québec nous inquiète grandement. D'ailleurs, les autorités gouvernementales nous alertent déjà depuis quelques années à ce sujet. Qu'il suffise de mentionner que nous sommes les contribuables canadiens les plus taxés, la province la plus endettée, que nos problèmes démographiques vont faire en sorte que nous serons de moins en moins nombreux pour payer les services publics, que les coûts de la santé continueront d'augmenter de façon galopante et que l'augmentation des coûts de système de l'éducation et de la santé excéderont notre enrichissement collectif.

Devant cette situation et dans le cadre de la réingénierie de l'État, la Fédération n'a pas hésité à présenter de courageuses propositions pour modifier substantiellement notre réseau d'éducation et qui auraient généré des économies importantes. Les propositions ont été faites par le biais du rapport Bédard et par une coalition préconisant l'abolition graduelle du financement du réseau privé. Notre capacité d'aller chercher des ressources supplémentaires au plan local nous semble avoir atteint son maximum, qu'il suffise de penser aux frais chargés aux parents qui font actuellement l'objet de débats dans nos milieux.

Pourtant, nos besoins sont encore très grands. D'abord, notre mode de financement devra continuer de s'ajuster aux réalités démographiques si on veut maintenir nos services sur tout le territoire québécois. Les baisses de clientèle scolaire atteignent maintenant nos écoles de quartier et des ressources devront y être consacrées si on veut les maintenir. Il en est de même pour maintenir la formation professionnelle en région.

Les élèves handicapés et, particulièrement ceux en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, requièrent des ressources supplémentaires importantes si on veut assurer l'égalité des chances dans la réussite. Nos jeunes ont besoin de plus d'activités parascolaires, condition essentielle à la lutte au décrochage scolaire, croyons-nous. Nos bâtiments requièrent des rénovations majeures si on veut maintenir notre parc immobilier en bon état et des investissements importants sont nécessaires pour les nouvelles technologies d'information. Le nouveau régime pédagogique demande également des sommes substantielles avec l'heure et demie additionnelle prévue au primaire et les nouvelles voies de formation au secondaire.

Comme on peut le constater, les défis seront énormes au cours des prochaines années et les modèles actuels devront être revus si on veut maintenir et améliorer nos services. Pour ce faire, nous devons maintenir une Fédération « forte » appuyée par tous ses membres afin de constituer un rapport de force incontournable.

Je me suis restreint à un seul sujet dans mon rapport annuel, mais cela n'exclut pas toutes les belles réalisations de notre organisation au cours de la dernière année, comme en fait état le présent rapport annuel.

Je remercie grandement tout le personnel de la Fédération qui contribue de façon exceptionnelle à ces résultats plus que positifs. Je remercie également les instances politiques de la Fédération, président, vice-présidente, membres du bureau de direction, membres du conseil général, pour la confiance que vous me donnez ainsi qu'au personnel de la Fédération.

Réjean Morel
Directeur général

Commissions permanentes
du conseil général

Le conseil général de la Fédération est doté de trois commissions permanentes en lien avec la planification stratégique : la Commission permanente sur la mission éducative, la Commission permanente sur les ressources humaines, la Commission permanente sur les enjeux politiques et financiers. Composées de membres du conseil général, ces commissions exercent un rôle important pour développer des stratégies et des orientations au regard des différents dossiers traités.

COMMISSION PERMANENTE SUR LA MISSION ÉDUCATIVE

Au cours de la dernière année, le mandat de la Commission permanente sur la mission éducative consistait à faire les analyses et à formuler les recommandations appropriées au conseil général de la Fédération prioritairement sur les orientations stratégiques relatives à la jeunesse, à la réforme de l'éducation, à la formation professionnelle et à la formation continue.

RÉALISATIONS

Dans la foulée des objectifs qu'elle s'est donnés dans son plan d'action, la commission permanente a particulièrement abordé les points suivants.

- La mise en œuvre de la réforme de l'éducation
- L'adaptation scolaire
- L'ordre professionnel des enseignants
- La qualité des services éducatifs dans les petites écoles
- Le développement d'activités parascolaires et d'éducation à la citoyenneté
- Les bibliothèques
- Le développement de la formation professionnelle
- La formation continue
- La formation à distance
- La planification stratégique de la Fédération 2005-2008

L'étude de ces dossiers lui a permis de proposer au conseil général des positions sur différents éléments.

- Les enjeux stratégiques pour encadrer les travaux de la Fédération et de ses instances politiques au plan de la mission éducative pour l'année 2004-2005
- Un code de pratiques établissant les règles de fonctionnement en vue d'encadrer la mise en œuvre et l'application des programmes de formation de courte durée et qualifiante conduisant à une attestation d'études professionnelles (AEP)
- Un avis sur le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et secondaire
- Un mandat accordé à la Fédération lui permettant de faire les démarches nécessaires en vue d'obtenir un financement pour la poursuite d'activités de valorisation de la formation professionnelle
- Une position sur la création d'un ordre professionnel des enseignants
- Un mandat accordé à la Fédération d'organiser un événement national portant sur la qualité des services éducatifs
- Un appui à la poursuite de l'implantation de la réforme au primaire et à son implantation au secondaire
- Une position dans le dossier du renouvellement des clauses dérogatoires aux chartes canadienne et québécoise des droits et libertés de la personne permettant de dispenser l'enseignement religieux confessionnel à l'école
- Une position dans le dossier de l'enseignement religieux confessionnel à l'école

MEMBRES DE LA COMMISSION

Pâquerette Sergerie, présidente
Marjolaine Arsenault
Lise Beaulieu
Pierrette Beauvais
Huguette Desrochers
Richard Flibotte
Liz S.-Gagné
Murielle Gingras
Claude Langlais
Claudette Larivée
Myriam Lessard
Diane Schetagne
Roxanne Thibeault

Participe également aux rencontres
Normande Lemieux
Représentante de l'ADIGECS

A participé à cette commission jusqu'en avril 2004
Pierre Bergevin
Représentant de l'ADIGECS

Cette commission a tenu quatre rencontres régulières et trois rencontres extraordinaires au cours de l'année.

COMMISSION PERMANENTE SUR LES RESSOURCES HUMAINES

La préoccupation de la Fédération à l'égard des ressources humaines ne s'est pas démentie au cours de l'année 2004-2005. Ainsi, afin d'assurer le suivi de l'orientation stratégique portant sur les ressources humaines, la commission a réalisé son mandat qui consistait à assister le conseil général sur les sujets liés aux conditions de travail du personnel des commissions scolaires ainsi que ceux concernant la gestion des ressources humaines.

RÉALISATIONS

Dans la foulée des objectifs qu'elle s'était fixés dans son plan d'action, la commission a particulièrement abordé les points suivants.

- Le suivi des travaux de négociation afin de s'assurer du respect des objectifs fixés par les commissions scolaires
- La réflexion sur le régime de négociation de la Fédération
- Les conditions de travail des gestionnaires
- L'ordre professionnel des enseignants
- L'impact de la mise en œuvre des nouveaux programmes sur les ressources humaines
- Les problèmes de gestion des ressources humaines dans les commissions scolaires
- La formation du personnel des commissions scolaires et celle des commissaires
- La protection, la défense et la promotion des intérêts des commissions scolaires dans les dossiers qui ont un impact sur les ressources humaines
- La planification stratégique de la Fédération 2005-2008

L'étude de ces dossiers lui a permis de proposer des positions sur ces éléments.

- Un appui au projet d'avis de la TRÉAQ*FP* quant à la formation des maîtres en formation générale des adultes
- Une dénonciation des moyens de pression de la Fédération des syndicats de l'enseignement et la mise en place d'actions pour les contrer
- Un positionnement dans le dossier des associations paritaires sectorielles en santé et sécurité du travail
- Une recommandation quant aux enjeux stratégiques en matière de ressources humaines pour l'année 2004-2005

MEMBRES DE LA COMMISSION

Jeanne d'Arc Marcoux, présidente
Andrée Bouchard
Josée Bouchard
Léopold Castonguay
Francine Charbonneau
Suzanne Chartrand
Jean Couture
Suzanne Durivage
Gaétan Gilbert
Martine Loignon
Alain Meloche
Guilmont Pelletier
Rémi Rousseau
Serge Tremblay
Paul Trottier
Rodrigue Vigneault

Participe également aux rencontres
Serge Lefebvre
Représentant de l'ADIGECS

Cette commission a tenu quatre rencontres au cours de l'année.

COMMISSION PERMANENTE SUR LES ENJEUX POLITIQUES ET FINANCIERS

Le mandat et le plan d'action de la Commission permanente sur les enjeux politiques et financiers ont pris en compte les préoccupations identifiées par l'assemblée générale de la Fédération de mai 2004. Cette commission a eu comme mandat de faire des analyses et de formuler les recommandations appropriées au conseil général sur les orientations stratégiques liées à la reconnaissance des commissions scolaires comme gouvernement local en éducation et à leur financement.

RÉALISATIONS

Dans la foulée des objectifs qu'elle s'est donnés dans son plan d'action, la commission a particulièrement abordé les points suivants.

- La place de l'éducation dans le contexte de la modernisation de l'État et la tenue du forum collégial, des forums régionaux et du Forum national des générations
- Le développement local et régional dans le contexte de la mise en place des conférences régionales des élus et du prochain pacte fiscal avec les municipalités
- L'évaluation du processus électoral et d'autres aspects de la démocratie scolaire à savoir : la participation aux élections scolaires, l'initiation des jeunes à la démocratie et la rémunération des commissaires
- Les conséquences sur le milieu scolaire de l'élaboration d'une politique gouvernementale en matière de conciliation famille-travail
- La reconnaissance des besoins des commissions scolaires et de leurs priorités de financement
- Les orientations à retenir en matière de sécurité des élèves, précisément l'accessibilité à l'éducation par le biais du transport scolaire

L'étude de ces dossiers lui a permis de proposer au conseil général des positions sur les éléments suivants.

- Les enjeux stratégiques pour encadrer les travaux de la Fédération et de ses instances politiques sur les plans politiques et financiers pour l'année 2004-2005
- Le projet de règles budgétaires 2004-2005 pour les commissions scolaires ainsi que sur les ressources mises à leur disposition
- La consultation sur la mise en application de la réforme du transport par taxi
- Des propositions de modification à la Loi sur les élections scolaires
- Des précisions à apporter aux pouvoirs des conseils d'établissement concernant les frais exigés des parents
- L'abolition graduelle du financement du réseau scolaire privé et le transfert des sommes au réseau scolaire public

D'autres dossiers ont retenu l'attention des membres, tels les travaux du Comité sur la sécurité du transport des élèves du ministère des Transports du Québec, la décriminalisation de la marijuana, le tarif bi-énergie BT, la consultation sur le renforcement de la Loi sur le tabac, la planification stratégique de la Fédération pour 2005-2008.

MEMBRES DE LA COMMISSION

Viviane Schofield, présidente
Miville Boudreault
Gilles Boudrias
Ginette Côté
Lucie Désilets
Christine Émond-Lapointe
Paule Fortier
Sonia Gagné-Lalonde
Claude Gélinas
Jean Jetté
Marie-Louise Kerneïs
Jean-Yves Laforest
Denis Langlois
Yvon Lemire
Léopold Marquis
Paulette S.-Rancourt
Clément Roy

Participe également aux rencontres
Serge Pelletier
Représentant de l'ADIGECS

Cette commission a tenu cinq rencontres au cours de l'année.

Une présence dans toutes les sphères d'activité

COMITÉS OÙ SIÈGENT LA FCSQ ET SES REPRÉSENTANTS ET REPRÉSENTANTES

FINANCEMENT ET ADMINISTRATION

- Comité MEQ – Réseau sur les ressources matérielles et financières (2)
  - Sous-comité sur la formation générale des jeunes (4)
  - Sous-comité sur la formation continue : formation professionnelle et formation générale des adultes (4)
  - Sous-comité sur le parc immobilier des commissions scolaires (4)
  - Sous-comité sur la révision des éléments du régime financier applicable aux commissions scolaires (4)
- Comité conjoint sur l'aide financière aux études (4)
- Comité consultatif sur le financement des commissions scolaires (3-4)
- Groupe de travail sur les frais exigés des parents (2)
- Groupe de travail sur le projet *Charlemagne* (4)

FORMATION PROFESSIONNELLE ET FORMATION CONTINUE

- Comité aviseur de l'Institut canadien de l'éducation des adultes (3)
- Groupe de travail sur l'intervention sectorielle (3)
- Groupe de coordination pour la mise en œuvre des AEP (3)
- Comité de concertation Emploi-Québec – FCSQ (3)
- Comité MEQ – Concours *Chapeau, les filles !* (3-4)
- Comité mixte MEQ - Commissions scolaires pour la formation continue (3)
  - Groupe de travail sur les aménagements législatifs et réglementaires (3-4)
  - Groupe de travail sur l'évaluation des compétences (4)
  - Groupe de travail sur les cibles en formation de base et animation communautaire (4)
  - Groupe de travail sur la formation à distance (4)
  - Groupe de travail sur la reconnaissance des acquis et des compétences (4)
  - Groupe de travail sur le financement de la politique gouvernementale d'éducation des adultes et la formation continue (4)
- Comité mixte MEQ – commissions scolaires en formation professionnelle (3)
  - Groupe de travail sur l'évaluation (4)
  - Groupe de travail sur les voies d'insertion et de qualification (4)
  - Groupe de travail sur les plans de réussite en formation professionnelle (4)
  - Groupe de travail sur les formations de courte durée en formation professionnelle (4)
  - Groupe de travail sur l'articulation des programmes et la continuité de la formation (4)
  - Groupe de travail sur la promotion et la valorisation de la formation professionnelle et technique (3-4)
  - Groupe de travail sur le régime pédagogique et l'instruction (4)
  - Groupe de travail sur l'agriculture (3)
- Comité national de suivi sur la politique de formation continue (1)
- Comité sur les jeunes en formation professionnelle (3)
- Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques (3-4)
  - Sous-comité sur la carte des enseignements professionnels et techniques (4)
  - Sous-comité sur les programmes d'études en formation professionnelle (MEQ) (4)
- Comité pour la campagne publicitaire portant sur la valorisation de la formation professionnelle et technique (3)
- Comité de liaison de l'enseignement secondaire et de l'enseignement collégial (CLESEC) (2-3-4)
- Société de formation à distance – conseil d'administration (3)

PARTENARIAT

- Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) – Bureau des gouverneurs (1)
- Allô prof (1-3-4)
- Comité de concertation réseaux (1-2-3)
- Comité directeur conjoint MEQ – CS sur les plans stratégiques des commissions scolaires et sur la reddition de comptes (2)

  Sous-comités
  - Bulletin des écoles (3)
  - Information et reddition de comptes des établissements scolaires (3)
  - Mise en œuvre et organisation du service d'animation spirituelle et d'engagement communautaire au primaire (3-4)
  - Mise en œuvre du plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue (3-4)
  - Organisation et financement des services offerts aux EHDAA (3-4)
  - Suivi du rapport du Vérificateur général sur les services de garde en milieu scolaire (3-4)
- Comité de liaison jeunesse du Conseil de la coopération du Québec (3)
- Comité CELCO sur les gangs de rue (3)
- Comité conjoint avec l'Association des centres jeunesse du Québec (3)
- Comité de suivi du plan concerté pour les familles du Québec (3)
- Comité de concertation en matière de gestion des affaires éducatives (2-3)
- Commission canadienne de l'UNESCO (2)
- Commission des partenaires du marché du travail
  - Conseil d'administration (1)
  - Groupes de travail sur :

    la formation continue (4)

    l'intervention sectorielle (4)

    la loi 90 (4)

    la loi 150 et mission de Emploi-Québec (4)

    l'apprentissage en milieu de travail (3)
- Conseil du patronat du Québec
  - Conseil d'administration (1)
  - Comité exécutif (1)
  - Comité aviseur (1)
- Éducation internationale – conseil d'administration (2)
- Ordinateurs pour les écoles du Québec – conseil d'administration (3-4)
- Société GRICS – conseil d'administration (2)
- Solidarité rurale – conseil d'administration (1)
- Réseau Villes et villages en santé – conseil d'administration (1)
- Forum des générations
  - Équipe de travail pour la mise au point d'approches en matière de prévention (1)
  - Équipe de travail pour le maintien de l'accès à des services de qualité (1)
  - Équipe de travail pour le développement de l'école communautaire (2)
- Fédération québécoise du sport étudiant (1)
- Fonds Éducaide
  - Conseil d'administration (1)
  - Commission éducative (4)
- Fonds Jeunesse
  - Conseil d'administration (1)
  - Comité de développement du Fonds Jeunesse (1)
  - Comité exécutif (1)
- Forum des partenaires de la politique familiale (1)
- Québec en forme – conseil d'administration (1)
- Réseau québécois des écoles micro-entreprises environnementales – conseil d'administration (3-4)

- Semaine québécoise des familles (3)
- Table de concertation sur la gestion des matières résiduelles (3)
- Table de concertation des secteurs industriel, commercial et institutionnel (3)
- Table de travail sur l'élaboration d'un guide sur la sécurité dans les équipements sportifs (3)
- Table de travail sur le plan d'intervention gouvernemental en cas de sinistre (3)
- Table de concertation – secteur éducation / Hydro-Québec (3)
- UNICEF – Comité d'éducation (1)

PÉDAGOGIE

- Comité consultatif sur le plan d'action sur la lecture à l'école (3)
- Comité sur les manuels scolaires (2-3)
- Comité national de pilotage de la stratégie d'intervention *Agir autrement* (2-3)
- Comité national de suivi à l'implantation de l'entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation (2)
  - Sous-comité sur l'accès à l'information (3)
- Comité de coordination du colloque sur l'insertion dans l'enseignement (4)
- Comité d'orientation sur la formation du personnel enseignant (4)
- Comité organisateur du colloque sur la collaboration recherche-intervention dans le domaine de la réussite éducative (3)
- Comité de validation du Programme de formation de l'école québécoise du 2e cycle du secondaire (3)
- Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES) – conseil d'administration (3)
- Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec – conseil d'administration (3)
- Groupe de concertation en adaptation scolaire (3)
- Groupe provincial de soutien pour une approche orientante à l'école (3)
- Table permanente de concertation des bibliothèques québécoises (3)
- Table nationale de consultation sur la révision du Règlement sur l'autorisation d'enseigner (3)
- Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire (3)
- Table de suivi de l'implantation de la réforme de l'éducation (3)
- Table de pilotage de l'implantation de la réforme au secondaire (3)

RESSOURCES HUMAINES

- Comité consultatif sur l'amiante (3)
- Comités de conventions collectives (3)
  - Comité paritaire sur les mesures de recyclage et de résorption (3)
  - Comité sur les listes des priorités d'embauche (3)
- Comité de perfectionnement des cadres et des gérants (3)
- Comité de perfectionnement des directions d'école (3)
- Comité de perfectionnement des directrices et directeurs généraux (3-4)
- Comité de travail sur le recrutement des orthophonistes à l'étranger (3)
- Comité intersectoriel d'assurance longue durée FTQ (3)
- Comité paritaire d'assurance CSN (3)
- Comité paritaire d'assurance FISA (3)
- Comité paritaire intersectoriel d'assurance FTQ (3)
- Comité paritaire intersectoriel d'assurance pour les cadres (3)
- Comité aviseur sur la vérification des antécédents judiciaires (3)
- Comité des directrices et directeurs généraux (conditions de travail) (3)
- Comité consultatif des administrateurs (conditions de travail) (3)
- Comité du personnel de direction d'école (conditions de travail) (3)
- Comité du personnel de direction de centre (conditions de travail) (3)
- Comité technique sur les assurances complémentaires – CSQ (3)
- Comité aviseur de la CSST pour le projet Défi prévention jeunesse (3)
- Comité de concertation des représentants régionaux des ressources humaines et de la FCSQ (3-4)
- Comité de travail avec la CSQ en matière de santé et sécurité au travail (3)
- Comité de travail en vue de l'intégration au nouveau plan de classification du personnel d'encadrement (3)
- Comité de travail sur la pénurie du personnel enseignant (3-4)
- Comité paritaire national sur le règlement des griefs découlant de la loi 111 (4)
- CPNCF – conseil d'administration (3-4)
- CPNCF – comité exécutif (3-4)
- Comités du CPNCF en vue des négociations (3-4)
- Comités du Conseil du trésor en vue des négociations (3)
- Comité sur la gestion et l'organisation des services de garde (3-4)
- Comité de travail GRICS – Réseau sur le développement du logiciel PAIE (3-4)
- Comité de soutien aux employeurs sur l'accès à l'égalité en emploi (4)

TRANSPORT SCOLAIRE

- Association internationale pour la sécurité du transport des jeunes (AIST) (1)
- Comité aviseur de la campagne de sécurité dans le transport écolier (3)
- Comité consultatif sur le transport scolaire (3-4)
- Comité sur la sécurité du transport des élèves (3)
  - Sous-comité consultatif sur les équipements (3)
  - Table de travail sur le Plan national de sécurité civile (3)
- Comité d'orientation pour la préparation de la 3e Conférence canadienne sur le transport scolaire (3)
- Table nationale sur le transport scolaire (2)

(1) Présidence

(2) Direction générale

(3) Personnel de la FCSQ

(4) Représentants des commissions scolaires

Plus que jamais

au cœur des débats politiques

La FCSQ est sollicitée par différents ministères et partenaires pour donner son avis et sa position sur des débats de l'heure au Québec. Dans cette perspective, elle a été invitée à présenter des mémoires lors de commissions parlementaires et à répondre à des consultations de différents ministères sur plusieurs sujets.

CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE

Éléments de réflexion de la FCSQ en vue de la consultation sur la conciliation travail-famille portés à l'attention du ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille.

PROJET DE LOI 73

Conjointement avec l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires, mémoire présenté à la Commission de l'éducation concernant le projet de loi 73 modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.

RÉFORME DU TRANSPORT PAR TAXI

À l'invitation du ministre des Transports, commentaires en vue de la consultation sur la mise en application de la réforme du transport par taxi.

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

Commentaires de la FCSQ et de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec à la Commission des finances publiques concernant le projet de loi 61 créant l'Agence des partenariats public-privé.

RÉGIME PÉDAGOGIQUE

En collaboration avec l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires, avis présenté au ministre de l'Éducation sur le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et secondaire.

Avis au ministre de l'Éducation sur le projet de règlement concernant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire.

RÈGLES BUDGÉTAIRES 2004-2005

Mémoire présenté au ministre de l'Éducation en vertu de la Loi sur l'instruction publique sur le projet de règles budgétaires 2004-2005 pour les commissions scolaires ainsi que sur les ressources mises à leur disposition.

RENFORCEMENT DE LA LOI SUR LE TABAC

Mémoire déposé au ministre de la Santé et des Services sociaux au sujet du renforcement de la Loi sur le tabac.

Faits saillants

NON AU FINANCEMENT DES ÉCOLES PRIVÉES !

La FCSQ et tous ses partenaires du réseau de l'éducation réunis au sein du Regroupement pour la défense et la promotion de l'école publique ont dénoncé, au cours d'une conférence de presse tenue le 10 mars 2005, le financement des écoles privées. Le regroupement a réclamé l'abolition graduelle du financement du réseau scolaire privé et que ces sommes soient transférées aux écoles publiques, et ce, pour améliorer les services aux élèves. Cette conférence de presse historique a obtenu une couverture de presse exceptionnelle puisqu'une cinquantaine de bulletins de nouvelles ont diffusé le message du regroupement.

DES REVENDICATIONS FRUCTUEUSES

La FCSQ est sollicitée et active dans les débats de l'heure au Québec. Les positions émises et les revendications soutenues sur différents sujets, touchant de près ou de loin le secteur de l'éducation, permettent d'obtenir des gains importants pour les commissions scolaires et les élèves qui fréquentent l'école publique. Mentionnons, entre autres, la poursuite du programme *Villages branchés* et l'investissement sur trois ans de 40 M$ pour les bibliothèques scolaires.

LES ACTIVITÉS DE FORMATION UN TAUX DE SATISFACTION DE 90 %

Plus de 4 000 personnes - des gestionnaires, des directions d'établissement, des commissaires, des présidents et des directeurs généraux, des responsables de la santé et sécurité du travail - ont participé aux activités de formation de la FCSQ. L'intérêt et la satisfaction des membres ne cessent de croître d'année en année avec un taux de satisfaction de 90 %.

RESSOURCES HUMAINES UNE ANNÉE DE NÉGOCIATIONS

La Fédération a été présente au sein de neuf tables de négociation qui déterminent les conditions de travail de 97 078 enseignantes et enseignants, 64 018 membres du personnel de soutien et 6 264 membres du personnel professionnel. La FCSQ a aussi joué un rôle conseil important auprès des gestionnaires des ressources humaines en répondant à des milliers d'appels sans oublier les diverses activités de formation et les rencontres d'information qui ont été offertes pour les aider à relever des défis au quotidien.

PLUS DE 1 300 DEMANDES D'AVIS JURIDIQUES

La Fédération a répondu à plus de 1 300 demandes d'avis juridiques verbaux ou écrits de la part de ses membres, au regard notamment de la Loi sur l'instruction publique, de la Loi sur l'accès à l'information, de la Loi sur le droit d'auteur et de la Charte des droits et libertés de la personne.

UN GUIDE POUR MIEUX RENDRE DES COMPTES À LA POPULATION

La FCSQ a collaboré avec des représentants de regroupements du réseau de l'éducation dont le ministère de l'Éducation, pour produire le guide *Information et reddition de comptes des établissements scolaires aux parents et à la communauté*. Ce guide pratique, diffusé en janvier, permet de faciliter la tâche des directions d'école et des conseils d'établissement en vue d'informer régulièrement la population et de lui rendre compte. Toutes les commissions scolaires en ont reçu un exemplaire.

LE PORTAIL ÉLECTRONIQUE GRHCS UN OUTIL PERCUTANT !

À la demande de la FCSQ, la Société GRICS a développé un outil des plus percutants pour les gestionnaires des ressources humaines : le *Portail électronique GRHCS*. Ce portail permet aux gestionnaires des ressources humaines de communiquer efficacement entre eux dans un contexte sécuritaire. L'outil électronique contribue aussi à faciliter le partage d'expertise entre les commissions scolaires.

POUR AMÉLIORER LE PROCESSUS ÉLECTORAL

Pour améliorer le processus électoral scolaire et accroître l'intérêt de la population à voter, deux consultations ont été réalisées au printemps auprès des élus scolaires sur les thèmes suivants : démocratie scolaire – éléments de réflexion et évaluation du processus électoral lors des dernières élections scolaires de novembre 2003. Ces consultations ont permis d'élaborer un plan d'action sur la démocratie scolaire qui sera soumis à l'assemblée générale.

WWW.FCSQ.QC.CA UN VOLUME DE TÉLÉCHARGEMENT PARMI LES PLUS IMPOSANTS AU QUÉBEC

Le site Internet de la FCSQ continue d'être un site champion. Son achalandage progresse d'année en année. Il accueille maintenant plus de 1 350 visiteurs par jour. Le temps consacré à chacune des visites ne cesse aussi de croître. Pour l'année observée, on compte un total de 525 646 téléchargements de 1 021 documents différents dont 36 755 impressions uniquement pour le document *Nos petites écoles*.

PLUS DE 800 INTERVENTIONS MÉDIATIQUES

Au cours de l'année, plus de 800 interventions médiatiques ont été faites, témoignant ainsi de la notoriété et de la crédibilité de la Fédération sur la scène publique. Elle est devenue un chef de file incontesté en matière d'éducation au Québec. Ses interventions publiques remarquées permettent aux commissions scolaires d'obtenir des gains non seulement sur le plan financier, mais aussi sur les plans pédagogique, social, politique et économique. De plus, ses interventions permettent de promouvoir et de défendre l'école publique et l'excellence de ses services.

100 000e ORDINATEUR POUR LES ÉCOLES

L'organisme *Ordinateurs pour les écoles du Québec* (OPEQ), dont la FCSQ est l'un des membres fondateurs, a livré, en juillet 2004, son 100 000e ordinateur. OPEQ a pour but de recueillir et de remettre à neuf des ordinateurs usagés des entreprises et des ministères afin de les distribuer aux écoles, aux centres de formation professionnelle et d'éducation des adultes ainsi qu'aux bibliothèques publiques qui en font la demande.

FORMATION PROFESSIONNELLE DES ACTIONS DE PROMOTION EFFICACES !

La Fédération a été très active pour promouvoir et valoriser les métiers de la formation professionnelle au secondaire auprès des élèves, des parents et du personnel scolaire. Dans cette perspective, soulignons, entre autres, la poursuite de notre collaboration avec la Commission des partenaires du marché du travail dans le cadre de la campagne *J'ai tout pour réussir,* Les Éditions Jobboom pour le guide *Les carrières d'avenir 2005*, le ministère de l'Éducation pour le concours *Chapeau, les filles !*, Septembre éditeur pour le guide *Palmarès des carrières 2005*, les Manufacturiers et exportateurs du Québec pour les visites guidées des entreprises dans les régions.

UNE RECONNAISSANCE QUI FAIT SA MARQUE

À la suite de revendications soutenues de la FCSQ auprès du gouvernement, les commissions scolaires peuvent offrir maintenant une formation courte et qualifiante. Elles ont vu sortir, au cours de l'année, leurs premières cohortes d'élèves titulaires d'une attestation d'études professionnelles (AEP). La particularité de ce diplôme est son uniformité et sa reconnaissance de la part des employeurs. Un relevé de compétences acquises par l'élève accompagne ce diplôme.

FORUM DES GÉNÉRATIONS L'ÉDUCATION UNE PRIORITÉ !

La FCSQ a été invitée par le premier ministre à participer au Forum des générations qui s'est tenu en octobre dernier. L'objectif de cet événement était de permettre au gouvernement et aux leaders des grands secteurs d'activité dont l'éducation de faire une lecture commune des deux grands enjeux que sont le fléchissement de la courbe démographique et la situation des finances publiques. L'éducation a été au cœur des échanges du forum. Précisons que la FCSQ est présente dans trois des huit équipes de travail du premier ministre : l'équipe de travail pour la mise au point d'approches en matière de prévention, l'équipe de travail pour le développement de l'école communautaire et l'équipe de travail sur l'accès à des services éducatifs de qualité.

LES COMMISSIONS SCOLAIRES CONSERVENT LA RESPONSABILITÉ DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Dans la foulée des propositions de réorganisation du système d'éducation et de la réingénierie de l'État, la FCSQ est intervenue dans le débat de l'enseignement collégial afin de s'assurer que les commissions scolaires conservent la responsabilité de la formation professionnelle.

UNE PARTICIPATION REMARQUÉE AUX FORUMS RÉGIONAUX

Pour faciliter l'élaboration des positions des commissions scolaires aux forums régionaux et assurer une meilleure concertation du réseau scolaire, la FCSQ a mis à la disposition des élus scolaires diverses documentations. Elle a également favorisé les rencontres ainsi que les échanges d'information à ce sujet, et ce, tout au long de la tenue de ces forums, permettant ainsi aux commissions scolaires d'articuler des positions fortes sur le financement de notre réseau et sur l'impact de la décroissance démographique.

COLLOQUE SUR LES RESSOURCES HUMAINES UNE PARTICIPATION RECORD !

Quelque 800 personnes, des commissaires et gestionnaires scolaires, ont participé au colloque sur les ressources humaines *Parce que notre monde est important* en mai dernier, au Centre des congrès de Québec. Des personnalités de marque y ont présenté des allocutions remarquées. Étaient aussi présents, Mme Monique Jérôme-Forget, présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale et M. Pierre Reid, ministre de l'Éducation.

ACTIVE DANS PRÈS DE 150 COMITÉS

Pour faire avancer la cause de l'éducation au Québec, la Fédération est très active et s'engage, année après année, dans de nombreux comités touchant différentes sphères d'activité. Sa présence est d'ailleurs de plus en plus sollicitée par de nombreux partenaires pour contribuer au développement socioéconomique du Québec.

AU CŒUR DES DÉBATS POLITIQUES

La Fédération est intervenue en commissions parlementaires et à la demande de différents ministères sur les sujets suivants : conciliation travail-famille, projet de loi 73, réforme du transport par taxi, partenariats public-privé, régime pédagogique, règles budgétaires 2004-2005 et renforcement de la Loi sur le tabac.

Orientations stratégiques

Les huit orientations de la planification stratégique de la FCSQ visent essentiellement à s'assurer, dans l'intérêt de tous les élèves, que le système public d'éducation et les commissions scolaires soient au cœur du développement social du Québec.

1

PREMIÈRE ORIENTATION STRATÉGIQUE

La commission scolaire : un palier de gouvernement indispensable et incontournable

Les commissions scolaires doivent se positionner pour jouer un rôle majeur dans le développement de leur milieu. Les élus scolaires doivent être de plus en plus actifs et être perçus comme des acteurs incontournables. Dans cette perspective, la FCSQ a porté une attention particulière au rôle qu'ils jouent dans le contexte de la décentralisation et de la démocratie scolaire.

RÉALISATIONS

Développement régional et décentralisation

Pour aider les commissions scolaires dans leurs interventions aux forums régionaux, production et diffusion d'une documentation sur les défis que posent les changements démographiques et sur la situation des finances publiques, et ce, sous quatre angles : la santé et les services sociaux ; l'éducation, la formation et l'emploi ; le développement économique, régional et durable ; la famille et le développement social.

À la suite de la consultation du ministère de l'Éducation sur l'avenir de l'enseignement collégial, intervention pour faire valoir des propositions de réorganisation afin d'améliorer le système d'éducation au Québec.

À l'invitation du premier ministre, intervention au Forum des générations pour faire valoir la priorité de l'éducation au Québec et le maintien de la place des commissions scolaires comme des gouvernements locaux en éducation. Précisons que la Fédération siège à trois des huit équipes de travail mises en place par le premier ministre : la mise au point d'approches en prévention pour les jeunes, le développement de l'école communautaire et l'examen de pistes pour assurer le maintien de services éducatifs de qualité.

Poursuite d'une veille stratégique sur le prochain pacte fiscal entre les municipalités et le gouvernement et les objets de décentralisation.

Démocratie scolaire

À la suite des élections scolaires de novembre 2003, tenue au printemps de deux consultations auprès des élus scolaires sur les thèmes suivants : démocratie scolaire – éléments de réflexion et évaluation du processus électoral lors des dernières élections scolaires de novembre 2003.

En réponse à ces consultations, adoption au cours de l'automne d'un plan d'action en quatre volets sur la démocratie scolaire.

- Évaluer le processus électoral à la suite des élections scolaires de novembre 2003.
- Accroître l'intérêt et la participation des citoyennes et des citoyens aux élections scolaires.
- Analyser le rémunération des commissaires.
- Développer l'intérêt pour la démocratie chez les jeunes en leur faisant découvrir notamment ce qu'est un conseil des commissaires.

Réalisation de diverses analyses au regard du premier volet. Analyse des trois autres volets dans des travaux ultérieurs, notamment lors de tenue du congrès de la FCSQ en mai 2005.

2

DEUXIÈME ORIENTATION STRATÉGIQUE

Les jeunes : au cœur de notre projet de société

Dans le but de développer le plein potentiel de chaque jeune, de contribuer à sa réussite et de lui permettre d'agir comme citoyen à part entière, la FCSQ a poursuivi ses actions relatives au développement d'activités parascolaires, d'éducation à la citoyenneté et de valorisation de la formation professionnelle.

RÉALISATIONS

Activités parascolaires et éducation à la citoyenneté

Poursuite des interventions visant le développement d'activités parascolaires en synergie avec la communauté (à ce jour, plus de 7 000 activités ont été réalisées dans le cadre du programme *Une école ouverte sur son milieu* dans près de 1 800 écoles).

Formation professionnelle

Poursuite des efforts en matière d'orientation scolaire des jeunes et de promotion de la formation professionnelle par des activités comme : le concours *Chapeau, les filles !*, la campagne nationale de valorisation de la formation professionnelle et technique du ministère de l'Éducation et de ses partenaires, le guide *Les carrières d'avenir 2005* avec les Éditions Jobboom, le guide *Palmarès des carrières 2005* de Septembre éditeur, les *Portes ouvertes des entreprises* en collaboration avec les Manufacturiers et exportateurs du Québec.

Le lancement du guide *Les carrières d'avenir 2005* a eu lieu le 20 janvier dernier à Montréal. On aperçoit sur la photo les partenaires du projet, MM. Gaétan Boucher, président-directeur général de la Fédération des cégeps, François Cartier, éditeur Les Éditions Jobboom et André Caron, président de la FCSQ.

Réussite des jeunes

Propositions et participation à des stratégies visant la réussite des jeunes ainsi que leur bien-être

- Programme *Agir autrement* pour favoriser la réussite éducative des jeunes en milieu défavorisé
- Plan d'action triennal sur la lecture à l'école pour inciter les jeunes à lire davantage
- Lancement du programme ISO-ACTIF de la Fédération québécoise du sport étudiant et participation à l'équipe de travail sur les approches de prévention en santé découlant du Forum des générations
- Poursuite de notre collaboration aux activités du Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ)
- Responsable du jury de sélection du concours *Chapeau, les filles !* au secondaire du ministère de l'Éducation et de ses partenaires ainsi que du Prix FCSQ

3

TROISIÈME ORIENTATION STRATÉGIQUE

La réforme de l'éducation : pour la réussite de tous et de toutes

Dans le but de contribuer à la mise en œuvre de la réforme, la FCSQ a été particulièrement active dans les domaines suivants : le régime pédagogique, le dossier de l'adaptation scolaire, la qualité des services éducatifs, la profession enseignante et l'enseignement religieux confessionnel à l'école.

RÉALISATIONS

Réforme et régime pédagogique

Outre sa participation majeure aux deux tables de l'implantation de la réforme, la FCSQ a mené une consultation auprès des commissions scolaires sur le nouveau régime pédagogique et produit des avis à ce sujet.

Adaptation scolaire

Dans le cadre des négociations en cours avec le personnel, la FCSQ a donné suite au rapport du Vérificateur général du Québec sur l'aide aux élèves en difficulté.

La tournée de consultation à l'automne sur les problèmes identifiés de l'organisation des services aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.

La tenue, le 18 février, d'une rencontre des présidentes, présidents, directrices générales et directeurs généraux sur l'adaptation scolaire et diffusion d'un document qui fait état des principales mesures prises ou à prendre par le réseau pour donner suite aux recommandations du Vérificateur général du Québec.

Participation à de nombreux comités.

Qualité des services éducatifs

Pour examiner la problématique de la qualité des services éducatifs, tenue d'une rencontre des PDG et dépôt de documents sur le site Internet de la FCSQ dans la section *École communautaire,* dont le projet *École éloignée en réseau*, les résultats d'une étude en Ontario sur les classes à niveaux multiples ainsi que des études et des expériences liées au concept d'école communautaire.

Mise sur pied d'un comité de concertation pour clarifier le partage des responsabilités à l'égard des services éducatifs entre les commissions scolaires et les écoles en vue notamment d'enrichir la planification stratégique.

Profession enseignante

Une rencontre des PDG et des directeurs des ressources humaines des commissions scolaires qui a donné lieu à la préparation d'une position sur la pertinence de la création d'un ordre professionnel des enseignants.

Enseignement religieux confessionnel à l'école

Prise de position sur l'enseignement religieux confessionnel à l'école considérant l'échéance prochaine des clauses dérogatoires aux chartes canadienne et québécoise des droits et libertés de la personne.

4

QUATRIÈME ORIENTATION STRATÉGIQUE

La formation professionnelle : une stratégie pour le développement du Québec

La formation professionnelle continue d'être un enjeu important pour la société québécoise. Dans sa volonté de participer au développement du Québec, la FCSQ a poursuivi ses activités dans cette perspective. Soulignons, entre autres, la reconnaissance de l'attestation d'études professionnelles qui permet de répondre rapidement aux besoins de main-d'œuvre.

RÉALISATIONS

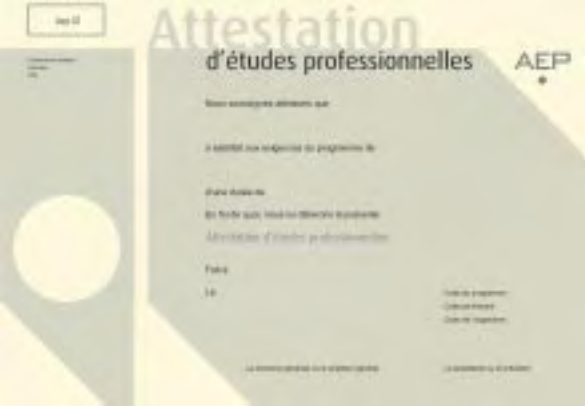
À la suite des travaux du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial et de revendications soutenues, la FCSQ obtient du ministre de l'Éducation l'assurance que les commissions scolaires conservent la responsabilité de la formation professionnelle.

Pour favoriser une meilleure articulation avec la formation technique et l'accroissement des possibilités d'accès des jeunes aux programmes de formation professionnelle, la FCSQ a suivi de près les travaux liés à l'élaboration de projets pilotes.

Collaboration aux travaux de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Mise en place d'un mécanisme de concertation entre les groupes de travail en vue d'assurer une présence plus soutenue de la FCSQ.

À l'invitation des partenaires et des leaders socio-économiques, participation à de nombreux forums, colloques et comités pour faire valoir l'expertise des commissions scolaires.

Dans le cadre des travaux du Comité mixte sur la formation professionnelle, accent mis sur les points suivants : l'évaluation, les plans de réussite, les formations de courte durée, le dossier de l'agriculture et de la formation, la promotion et la valorisation, l'articulation des programmes et la continuité de formation.



Au chapitre des attestations d'études professionnelles, coordination de plusieurs travaux qui ont conduit aux résultats suivants.

Les commissions scolaires ont pu bonifier leur offre de service de formation afin de fournir une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée aux entreprises.

Onze programmes menant à l'attestation d'études professionnelles ont été accrédités

Dix autres programmes devraient être accrédités avant la fin de juin 2005.

Une dizaine d'autres programmes sont à l'étape de l'étude de pertinence et pourraient faire l'objet de travaux de développement en 2005-2006.

Au cours de 2004-2005, quatre cohortes, dans autant de commissions scolaires, ont suivi et terminé des programmes de formation professionnelle qualifiante de courte durée dans les programmes suivants.

- Cuisine pour chaînes de restaurant
- Mécanique de remorques
- Transformation du caoutchouc

Pour ces cohortes, observation d'un taux élevé de placement

En 2004-2005, ajout d'une deuxième cohorte par l'une de ces commissions scolaires alors que trois autres cours ont débuté dans les trois autres commissions scolaires. Il s'agit des mêmes programmes offerts auxquels s'est ajouté le programme de peinture industrielle.

5

CINQUIÈME ORIENTATION STRATÉGIQUE

La formation continue : un enjeu de taille pour les commissions scolaires

Dans le but de favoriser une contribution importante des commissions scolaires à l'émergence d'une culture de la formation continue dans les différents secteurs de la société québécoise, la FCSQ a été particulièrement active cette année dans la mise en œuvre de la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue.

RÉALISATIONS

Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue

Appui à la mise en œuvre de la politique gouvernementale et suivi de la progression des différentes mesures mises de l'avant dans les dossiers suivants.

- Les aménagements législatifs et réglementaires
- L'évaluation des compétences
- Les cibles en formation de base et en animation communautaire
- La formation à distance
- La reconnaissance des acquis et des compétences
- Les initiatives fédérales et provinciales en matière d'alphabétisation
- Le financement lié à la mise en œuvre de la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de la formation continue

La Fédération s'est assurée que les commissions scolaires disposent des moyens requis pour mettre en œuvre cette politique.

Formation des futurs maîtres

Poursuite de l'engagement de la FCSQ et de ses partenaires, Association des directeurs généraux des commissions scolaires (ADIGECS), Association des cadres scolaires du Québec (ACSQ) et Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle (TRÉAQ*FP*) en vue d'améliorer la formation des futurs maîtres en formation générale des adultes.

Formation à distance

Poursuite de l'objectif de faciliter une implication optimale et une action plus efficiente des commissions scolaires en formation à distance.

6

SIXIÈME ORIENTATION STRATÉGIQUE

Les ressources humaines : au centre du renouvellement et du changement

Dans le secteur des ressources humaines, la protection, la défense et la promotion des intérêts des commissions scolaires au regard des négociations et de l'application des conventions collectives sont importantes et constituent des défis permanents. Dans cette perspective, la FCSQ soutient les gestionnaires des ressources humaines des commissions scolaires dans leur fonction. En 2004-2005, la FCSQ a consacré ses efforts au dossier du renouvellement des conventions collectives. À cet aspect majeur s'ajoutent d'autres priorités comme la santé et la sécurité du travail et la pénurie de main-d'œuvre.

RÉALISATIONS

Conventions collectives

Nouvelle approche de négociation retenue par la FCSQ en vue du renouvellement des conventions collectives. Cette approche a permis d'orienter les discussions sur les problèmes vécus dans les écoles et d'éviter les débats simplement sur des dispositions de conventions.

Participation de trois conseillères de la Fédération et de huit représentants de commissions scolaires au sein des équipes présentes aux neuf tables de négociation pour analyser et intervenir dans les conditions de travail de 97 078 enseignantes et enseignants, 64 018 membres du personnel de soutien et 6 264 membres du personnel professionnel.

Interventions pour contrer les moyens de pression des divers syndicats.

Diffusion d'outils aux commissions scolaires pour faciliter la gestion des moyens de pression (production de guides).

Colloque sur les ressources humaines
Parce que notre monde est important !

Tenue d'un important colloque les 13 et 14 mai 2004 pour faire face aux défis que posent les ressources humaines pour les années à venir. Participation record de quelque 800 participantes et participants.

Santé et sécurité du travail et gestion de l'assiduité

Participation à plusieurs comités portant sur la santé et sécurité du travail et la gestion de l'assiduité.

Participation active au comité consultatif sur l'amiante en raison de l'intervention fréquente des inspecteurs de la CSST dans les commissions scolaires.

Diffusion aux commissions scolaires de données statistiques sur l'absentéisme au travail pour évaluer l'évolution des coûts liés à ce dossier et voir l'impact de leurs actions.

Tenue de rencontres d'information avec les gestionnaires des ressources humaines pour faire le point sur les enjeux et les développements survenus en matière de gestion de l'assiduité au travail.

Orientations stratégiques

6

Gestion des ressources humaines

Tenue de rencontres d'information pour présenter, aux gestionnaires des ressources humaines, les dossiers d'intérêt national et assurer une mise à jour relative aux derniers développements survenus dans ce domaine.

Poursuite des rencontres de concertation avec les directions des services des ressources humaines sur les divers enjeux et les problèmes vécus par le réseau scolaire en matière de gestion des ressources humaines.

Pénurie de main-d'œuvre

Poursuite des démarches pour soutenir les commissions scolaires quant au problème de recrutement du personnel enseignant :

- discussion et recherche de solutions avec le ministère de l'Éducation sur les conséquences, en termes de recrutement, de l'ajout d'une heure et demie d'enseignement au primaire, à compter de 2006 ;
- établissement d'un portrait précis des besoins d'effectifs des commissions scolaires pour 2006 ;
- développement d'un outil de planification des effectifs enseignants par le ministère de l'Éducation à la demande de la FCSQ.

Poursuite des efforts pour faire face à la pénurie persistante d'orthophonistes dans le réseau scolaire.

Accès à l'égalité en emploi

Pour soutenir les commissions scolaires et effectuer les représentations nécessaires auprès de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), poursuite des travaux concernant l'application de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi avec le ministère de l'Éducation. Soutien de la Fédération auprès des commissions scolaires.

Conditions d'emploi du personnel d'encadrement

À la suite de l'adoption d'un nouveau plan de classification du personnel d'encadrement des commissions scolaires, participation à des rencontres auprès de comités consultatifs des gestionnaires pour discuter des modalités visant l'intégration du nouveau plan de classification.

Dans le cadre de ces travaux, préoccupation de la Fédération au regard de l'équité de traitement entre les réseaux scolaire, de la fonction publique et de la santé.

Vérification des antécédents judiciaires

Réaction aux projets de modification réglementaire soumis par le ministère de l'Éducation en vue d'encadrer la vérification des antécédents judiciaires et travaux pour assurer une vérification efficace des antécédents judiciaires du personnel.

Arbitrage de griefs

Poursuite de la représentation de la Fédération dans le cadre de la confection mensuelle du rôle d'arbitrage pour les griefs du personnel syndiqué des commissions scolaires.

Dans le but d'assurer une mise en commun des positions patronales, maintien d'une concertation auprès des procureurs et des gestionnaires des commissions scolaires.

Orientations stratégiques

7

SEPTIÈME ORIENTATION STRATÉGIQUE

Les ressources financières : une condition gagnante pour une éducation de qualité

Les ressources financières sont au cœur des préoccupations de la Fédération. En effet, un financement adéquat du système public d'éducation permet à chaque élève jeune ou adulte, peu importe son milieu, d'avoir accès à des services éducatifs qui favorisent sa réussite et lui permettent d'obtenir la qualification pour s'épanouir. Cette année, la FCSQ a poursuivi ses revendications soutenues auprès du gouvernement pour obtenir le financement nécessaire pour que les commissions scolaires puissent réaliser pleinement leur mission éducative. Rappelons, dans l'intérêt de l'école publique, sa revendication remarquée concernant le financement des écoles privées.

RÉALISATIONS

Financement des commissions scolaires

Participation aux travaux entrepris par le ministère de l'Éducation sur les règles budgétaires 2005-2006 traitant de la formation générale des jeunes, de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle ainsi que de l'encadrement financier des commissions scolaires.

En raison du phénomène inquiétant de la décroissance démographique, même si des ajustements ont été apportés au mode d'allocation des ressources financières, revendications de la Fédération pour que d'autres ajustements soient apportés afin de permettre de maintenir les services en région.

Poursuite des efforts pour obtenir des ressources financières additionnelles pour les commissions scolaires pour assurer le maintien des écoles en milieu urbain comme en milieu rural et l'entretien du parc immobilier.

À la suite des interventions de la FCSQ pour améliorer les bibliothèques scolaires, annonce par le ministre de l'Éducation d'un investissement de 40 M$ sur trois ans pour le plan d'action sur la lecture à l'école.

Poursuite des travaux du Groupe de travail sur les frais exigés des parents portant sur les problèmes suivants.

- Les programmes d'études particuliers
- La formation professionnelle
- La surveillance du midi et le transport scolaire

Poursuite des revendications de la FCSQ auprès du ministère de l'Éducation pour que soient majorés les budgets de fonctionnement compte tenu de l'augmentation de la facture énergétique.

Poursuite des démarches de la FCSQ pour les commissions scolaires qui ont défrayé elles-mêmes le coût de leur réseau de fibre optique avant que le programme *Villages branchés* ne soit mis en place.

Poursuite des interventions de la FCSQ auprès du gouvernement pour régler les problèmes d'application des taxes de vente (TPS et TVQ).

Financement du réseau scolaire privé

Pour améliorer les services aux élèves des écoles publiques, revendications soutenues et remarquées de la FCSQ pour abolir graduellement le financement des écoles privées. Précisons que les autres provinces canadiennes subventionnent très peu ou pas du tout les écoles privées, alors que le Québec leur accorde une subvention correspondant à 60 % du coût d'un élève du public, et ce, sans compter l'ajout du financement pour assurer le transport scolaire à plus de 30 000 élèves de ce réseau.

Transport scolaire

Poursuite de l'examen des résultats de la négociation des contrats de transport à la suite du réinvestissement accordé.

Consultation des commissions scolaires concernant la mise en application de la réforme du transport par taxi.

Sensibilisation des membres du conseil général, à la demande du ministère des Transports (MTQ), sur le processus de mobilisation en transport des personnes lors de catastrophes ou de mesures d'urgence de la sécurité civile.

Commentaires de la FCSQ concernant le projet de règlement de Transports Canada touchant l'ajout, dans les nouveaux autobus, d'ancrages pour les systèmes de retenue pour bébés et enfants.

Orientations stratégiques

8

HUITIÈME ORIENTATION STRATÉGIQUE

Les services aux membres : un monde plein de ressources

En conformité avec ses orientations stratégiques, pour soutenir ses membres dans leurs actions et leurs interventions politiques, la Fédération offre une gamme de services, notamment dans les secteurs des communications, des affaires juridiques, des relations du travail et du perfectionnement.

COMMUNICATIONS

La Direction des communications et des affaires publiques assure une importante veille stratégique concernant les dossiers d'actualité qui ont un impact pour les commissions scolaires. Au besoin, elle développe aussi des outils de communication pour les commissions scolaires et s'assure de bien répondre à leurs besoins et à leurs attentes, que ce soit par des conseils stratégiques pour les relations avec les médias ou d'activités de formation par exemple. La Fédération s'est particulièrement illustrée cette année dans le domaine de la promotion de l'école publique, de la reddition de comptes et de sa démarche concertée avec les partenaires de l'éducation pour dénoncer le financement des écoles privées.

RÉALISATIONS

Plus de 800 interventions médiatiques de la Fédération dont la conférence de presse remarquée du Regroupement pour la défense et la promotion de l'école publique pour mettre fin graduellement au financement des écoles privées.

Production d'un guide conjoint avec le ministère de l'Éducation et d'autres partenaires sur la reddition de comptes

Poursuite, pour une deuxième année consécutive, du projet de sondage (étude en souscription de Léger Marketing) dans un contexte de reddition de comptes.

Production de quatre numéros du magazine *Savoir*, notamment sur les thèmes de l'encadrement des élèves, les ressources humaines, le numéro spécial de la rentrée portant sur les Prix d'excellence de la FCSQ, la formation professionnelle et le spécial sur les gangs de rue. Précisons que la FCSQ souligne cette année le 10e anniversaire du magazine.

10 ANS DE Savoir

D'année en année, le nombre de visites sur le site Internet de la FCSQ s'accroît de manière substantielle. Achalandage quotidien durant la période de janvier : 1354 visites. Au cours de la dernière année, on compte 525 646 téléchargements de 1 021 documents différents. De plus, l'extranet sera revu en fonction des besoins des commissions scolaires.

Dans un souci d'informer rapidement les membres des différents dossiers d'intérêt pour les commissions scolaires, publication de 11 numéros du bulletin express *Commissaires.*

S'ajoutent à ces outils d'information, le *Message du lundi* ainsi qu'une revue de presse quotidienne.

Recherche en communication sur des problématiques importantes pour les commissions scolaires comme la crédibilité du porte-parole, la portée des messages et le marketing.

Rôle conseil dans l'organisation de sessions de formation en communication pour les commissions scolaires.

Orientations stratégiques

8

SERVICE JURIDIQUE

Depuis plusieurs années, le Service juridique offre aux commissions scolaires un service de consultations de première ligne dans des domaines à la fois diversifiés et spécialisés. Au cours de la dernière année, l'un de ces principaux objectifs du Service juridique a été d'affirmer sa présence auprès des commissaires et des gestionnaires en participant à des activités de formation et en collaborant au contenu de certaines revues spécialisées dans le domaine de l'éducation.

RÉALISATIONS

Activités de formation destinées aux commissaires et aux gestionnaires dans les domaines suivants.

- L'éthique et la déontologie
- Les procédures d'assemblée délibérante
- Le partage des responsabilités entre la commission scolaire et ses établissements
- Le transport scolaire
- La gestion des ressources matérielles
- La taxation scolaire

Collaboration à la rédaction d'articles pour les magazines *Savoir* et *Le point en administration scolaire* :

- *Jugement récent : les parents d'un élève victime du comportement d'un autre élève peuvent-ils obtenir le rapport d'incident préparé par la direction de l'école et identifiant l'élève responsable ?*
- *Fermeture d'école : encadrement législatif et consultation*
- *Troubles de comportement ou difficulté d'apprentissage*
- *De la décriminalisation à la dépénalisation du cannabis : nouveau projet de réforme*

Production de plus de 300 avis écrits et de 1000 avis verbaux pour les gestionnaires des commissions scolaires.

SOUTIEN EN RELATIONS DU TRAVAIL

La Direction des relations du travail offre depuis de nombreuses années une gamme diversifiée de services à l'intention des gestionnaires des ressources humaines. Elle leur apporte un soutien important en termes de service-conseil en interprétation des conventions collectives, en matière de gestion de l'absentéisme, des règlements portant sur les conditions d'emploi des gestionnaires ainsi que des diverses lois qui encadrent la gestion des ressources humaines. Ce service s'est particulièrement illustré cette année par le développement d'outils pour aider ces gestionnaires dans leur fonction.

RÉALISATIONS

Plusieurs milliers d'avis téléphoniques portant sur l'interprétation des conventions collectives, des règlements sur les conditions d'emploi des gestionnaires et sur les lois du travail.

Organisation avec l'ADIGECS d'une rencontre nationale portant sur le nouveau plan de classification du personnel d'encadrement des commissions scolaires (participation de 180 gestionnaires).

À la demande de la Fédération, développement par la Société GRICS, d'un portail électronique à l'usage des gestionnaires des ressources humaines. Cet outil leur permet, dans un contexte sécuritaire, de communiquer efficacement entre eux en plus de faciliter le partage d'expertise entre les commissions scolaires.

À la demande de la Fédération, développement par le ministère de l'Éducation d'un outil de planification des effectifs enseignants à l'usage des commissions scolaires.

Production de documents sur diverses thématiques :

- Les derniers développements de la jurisprudence
- La gestion des moyens de pression
- Les statistiques sur l'absentéisme en assurance salaire et en santé et sécurité du travail

Publication de 9 bulletins d'information *Info-Fédé*

Publication d'un bulletin d'information *Info-Santé et sécurité*

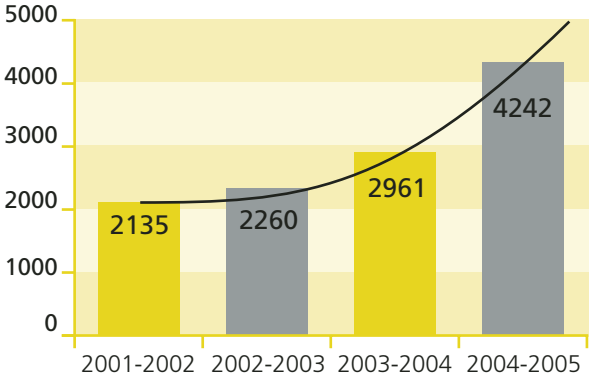
Orientations stratégiques

FORMATION

Pour soutenir ses membres et les assister dans leur fonction, la FCSQ développe et conçoit chaque année un programme d'activités de formation adapté aux besoins des commissaires, des gestionnaires du réseau scolaire ainsi que des directions d'établissement. Au cours de la dernière année, la Fédération a enrichi sa programmation avec des thèmes très novateurs et en augmentant le nombre d'activités de formation.

RÉALISATIONS

Participation aux activités de formation de la FCSQ



Depuis quatre ans, on remarque une augmentation importante du nombre de personnes qui suivent les activités de formation de la FCSQ, entre autres, des commissaires, des gestionnaires, des directions d'établissement. De 2135 participantes et participants en 2001-2002, ce nombre a grimpé à 4242 en 2004-2005. Soulignons la popularité de certaines sessions auprès des gestionnaires comme celles portant sur le harcèlement psychologique au travail et la négociation des conventions collectives qui ont attiré respectivement plus de 1000 personnes.

Plusieurs sessions d'appoint offertes aux commissaires

Plusieurs activités de formation destinées aux gestionnaires, aux directions d'établissement de même qu'aux responsables du dossier santé et sécurité du travail dans les commissions scolaires.

Élaboration d'un guide conjoint de formation

Élaboration en cours d'un contenu de formation et d'un guide de bonnes pratiques pour l'acquisition, l'installation et l'entretien de l'équipement sportif.

RESSOURCES MATÉRIELLES

Les programmes d'achats regroupés et les outils développés par la FCSQ permettent aux commissions scolaires de faire des économies importantes. Sur ce plan, la FCSQ offre techniquement son soutien. Les efforts ont particulièrement porté cette année sur l'achat regroupé de lait-école.

RÉALISATIONS

Recueil de gestion

Mise à jour du recueil de gestion de ressources matérielles

Achats regroupés

Regroupement d'achats de berlingots de lait-école – plus de 5 200 000 unités négociés

Économies réalisées par les commissions scolaires : 100 000 $ (10 %)

Ordinateurs pour les écoles du Québec (OPEQ)

Don en juillet du 100 000e ordinateur par l'OPEQ dont la FCSQ est l'un des membres fondateurs.

CONCERTATION RÉGIONALE

La concertation régionale vise à favoriser la cohésion des commissions scolaires au plan régional.

RÉALISATIONS

Rencontres avec les coordonnateurs et coordonnatrices de chaque région

Soutien aux commissions scolaires dans le domaine de la promotion de l'école publique, du développement local et régional particulièrement pour aider les commissaires à mieux jouer leur rôle dans la communauté. Dans certains cas, un soutien a été donné lors des cérémonies entourant la remise des médailles de l'Ordre du mérite et le développement de stratégies régionales de concertation.

Principaux documents publiés par la FCSQ

Rapport annuel 2003-2004
(Document 6386, 2e trimestre 2004)

Mise en œuvre des attestations d'études professionnelles
Code de pratiques convenu entre les commissions scolaires
(Document 6393, mars 2004)

Mémoire sur le projet de règles budgétaires 2004-2005 pour les commissions scolaires ainsi que sur les ressources mises à leur disposition
(Document 6406, avril 2004)

Avis sur le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire en collaboration avec l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires
(Document 6412, mai 2004)

Commentaires de la Fédération des commissions scolaires du Québec et de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec à la Commission des finances publiques concernant le projet de loi nº 61 créant l'Agence des partenariats public-privé
(Document 6420, septembre 2004)

Commentaires en vue de la consultation sur la mise en application de la réforme du transport par taxi
(Document 6430, septembre 2004)

Éléments de réflexion en vue de la consultation sur la conciliation travail-famille
(Document 6433, octobre 2004)

Mémoire présenté en collaboration avec l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires concernant le projet de loi nº 73 modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé
(Document 6445, novembre 2004)

Recueil de gestion des ressources matérielles
Mise à jour : janvier 2005
(Document 6313, janvier 2005)

Mémoire en vue de la consultation sur le développement de la législation québécoise contre le tabagisme
(Document 6454, février 2005)

Avis sur le projet de règlement sur le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire
(Document 6460, mars 2005)

Publication de 11 numéros du bulletin express *Commissaires*
Volume 36, numéro 7 au volume 37, numéro 8

Publication de quatre numéros du magazine *Savoir*

Volume 9, numéro 4
Juin 2004
(Document 6714)

Volume 10, numéro 1
Septembre 2004
(Document 6419)

Volume 10, numéro 2
Décembre 2004
(Document 6440)

Volume 10, numéro 3
Mars 2005
(Document 6453)

Récipiendaires

des Prix d'excellence et des mentions d'honneur

2003-2004

PRIX D'EXCELLENCE

Commission scolaire de la Beauce-Etchemin
Pour son projet *Système de gestion de l'information et de communication*

Le président de la FCSQ, M. André Caron (2e à gauche) est entouré du président du jury des Prix d'excellence de la FCSQ 2003-2004, M. Gilles Taillon (1er à gauche), président du Conseil du patronat du Québec (CPQ) et de l'équipe gagnante dont le président de la commission scolaire, M. Charles-Henri Lecours (3e à gauche).

Commission scolaire des Chic-Chocs
Pour son projet *L'exploration des métiers en Gaspésie*

Le président de la FCSQ, M. André Caron (2e à gauche), est entouré du président du jury des Prix d'excellence de la FCSQ 2003-2004, M. Gilles Taillon (1er à gauche), président du Conseil du patronat du Québec (CPQ), et de l'équipe gagnante dont la présidente de la commission scolaire, Mme Pâquerette Sergerie (à l'extrême droite).

MENTIONS D'HONNEUR

Commission scolaire des Découvreurs
Pour son projet *Sac Entrepreneurship*

Le président de la FCSQ, M. André Caron (2e à gauche), est entouré du président du jury des Prix d'excellence de la FCSQ 2003-2004, M. Gilles Taillon (1er à gauche), président du Conseil du patronat du Québec (CPQ), et de l'équipe gagnante dont le président de la commission scolaire, M. Claude Gélinas (à l'extrême droite).

Commission scolaire Marie-Victorin
Pour son projet *CAPAB, Centre d'apprentissage personnel adapté aux besoins*

Le président de la FCSQ, M. André Caron (2e à gauche) est entouré du président du jury des Prix d'excellence 2003-2004, M. Gilles Taillon (1er à gauche), président du Conseil du patronat du Québec (CPQ) et de l'équipe gagnante dont la présidente de la commission scolaire, Mme Lucie Désilets.

Récipiendaires de l'Ordre du mérite 2003-2004

MÉDAILLE D'OR

Mme Christine Émond Lapointe, présidente de la Commission scolaire des Draveurs, a reçu du président de la FCSQ, M. André Caron, la Médaille d'or de l'Ordre du mérite pour souligner son engagement social et communautaire remarquable.

Ex-directeur général de la FCSQ, M. Gilles Taillon, président du Conseil du patronat du Québec a reçu la Médaille d'or de l'Ordre du mérite du président de la FCSQ en signe de reconnaissance pour avoir été, entre autres, un précurseur de la décentralisation en éducation.

Premier cadre scolaire à la recevoir, M. Rosaire Jacques, aujourd'hui retraité de la Commission scolaire de la Beauce-Etchemin, a reçu de M. Caron la Médaille d'or de l'Ordre du mérite pour son dévouement exemplaire à la cause scolaire.

MÉDAILLE D'ARGENT

Roseline Arsenault
Commission scolaire René-Lévesque

Rémy Bergeron
Commission scolaire
de la Région-de-Sherbrooke

Diane Bertrand
Commission scolaire des Affluents

Louis Chiasson
Commission scolaire des Îles

Carl Desrochers
Commission scolaire
de la Côte-du-Sud

Chantal Dolbec
Commission scolaire
des Découvreurs

Michel Forget
Commission scolaire des Samares

André Garon
Commission scolaire de L'Amiante

Jean-Pierre Hogue
Commission scolaire de l'Énergie

Denis Langlois
Commission scolaire de L'Amiante

Lucille Lanoie
Commission scolaire
du Val-des-Cerfs

Lyne Laporte-Joly
Commission scolaire
de la Baie-James

Chantal L'Espérance
Commission scolaire
de la Région-de-Sherbrooke

Louyse Louis XVI
Commission scolaire
des Hauts-Cantons

Robert Marsolais
Commission scolaire des Samares

André McNicoll
Commission scolaire des Patriotes

Anny Roy
Commission scolaire
du Lac-Témiscamingue

MÉDAILLE DE BRONZE

Madeleine Aumond
Commission scolaire
des Hauts-Bois-de-l'Outaouais

Marthe Beauchesne
Commission scolaire des Phares

Jean Collins
Commission scolaire
du Chemin-du-Roy

Angèle Gemme
Commission scolaire
de Saint-Hyacinthe

Denis Germain
Commission scolaire de la Riveraine

Robert Hamel
Commission scolaire
de l'Or-et-des-Bois

Ginette Jacques
Commission scolaire des Patriotes

Yvan Landry
Commission scolaire des Chic-Chocs

Marilyn Lassire
Commission scolaire des Affluents

Bernard W. Morissette
Commission scolaire des Draveurs

Jean-Pierre Reid
Commission scolaire
des Portages-de-l'Outaouais

René Roberge
Commission scolaire
de la Région-de-Sherbrooke

Léonard Robitaille
Commission scolaire du Lac-Abitibi

Lucie Sabourin
Commission scolaire
au Cœur-des-Vallées

Personnel
de la FCSQ

DIRECTION GÉNÉRALE

Réjean Morel
Directeur général

Charles Cauchon **
Conseiller en financement et en transport scolaire

Huguette Chabot
Technicienne en administration

Jacqueline Coulombe
Technicienne en administration

Gilbert Dumont **
Conseiller en analyse et en développement

Carolle Dupuis
Secrétaire de gestion

Pierre Gauthier *
Conseiller en adaptation scolaire

Annie Jomphe
Conseillère en développement pédagogique

Marie-Josée Lépinay
Secrétaire

Lise Masse
Coordonnatrice des ressources financières et matérielles

Robert Pleau
Conseiller en analyse et en développement

Monique Poulin ***
Conseillère en sélection de personnel
et en développement organisationnel

Christian St-Pierre **
Conseiller au projet *Opération valorisation de la formation professionnelle* du Fonds Jeunesse

Louise Tremblay
Conseillère en financement et en transport scolaire

Yves Tremblay
Technicien en informatique

Doris-Lynne White
Secrétaire

DIRECTION DES COMMUNICATIONS ET DES AFFAIRES PUBLIQUES

Denis Pouliot
Directeur des communications et des affaires publiques

Marie Blouin
Conseillère en communications

Nathalie Masse
Technicienne en communications

Denise Ouellet
Secrétaire

Brigitte Roy
Conseillère en communications

DIRECTION DES RELATIONS DU TRAVAIL

Bernard Tremblay
Avocat et directeur des relations du travail

Claire April
Secrétaire de gestion

Pierre D'Amours
Conseiller en relations du travail

Mélanie Hillinger
Avocate et conseillère en relations du travail

Édith Lapointe
Avocate et conseillère en relations du travail

Brigitte L'Heureux
Conseillère en relations du travail

Guillaume Martel **
Conseiller en relations du travail

Marie Therrien
Secrétaire

Nancy Thivierge
Avocate et conseillère en relations du travail

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Clermont Provencher
Avocat et secrétaire général

France Beaupré
Secrétaire

Carole Dubois
Secrétaire

Hélène Fournier
Conseillère en ressources matérielles et en formation

Alain Guimont
Avocat et conseiller juridique

Paule Lebel
Secrétaire de gestion et responsable de l'organisation matérielle

Florence Lemelin
Téléphoniste

Marc-André Morissette
Technicien en travaux pratiques

Rachel Roy
Secrétaire

À noter que le quart du personnel de la Fédération est financé par des revenus autres que les cotisations

* Prêts de service

** Personnel contractuel

*** Personnel ayant quitté en cours d'année

Membres
de la FCSQ

Commission scolaire des Affluents
Commission scolaire de L'Amiante
Commission scolaire de la Baie-James
Commission scolaire de la Beauce-Etchemin
Commission scolaire des Bois-Francs
Commission scolaire de la Capitale
Commission scolaire de Charlevoix
Commission scolaire du Chemin-du-Roy
Commission scolaire des Chênes
Commission scolaire des Chic-Chocs
Commission scolaire au Cœur-des-Vallées
Commission scolaire de la Côte-du-Sud
Commission scolaire des Découvreurs
Commission scolaire des Draveurs
Commission scolaire de l'Énergie
Commission scolaire de l'Estuaire
Commission scolaire du Fer
Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
Commission scolaire Harricana
Commission scolaire des Hautes-Rivières
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais
Commission scolaire des Hauts-Cantons
Commission scolaire des Îles
Commission scolaire De La Jonquière
Commission scolaire de Kamouraska – Rivière-du-Loup
Commission scolaire du Lac-Abitibi
Commission scolaire du Lac-Saint-Jean
Commission scolaire du Lac-Témiscamingue
Commission scolaire des Laurentides
Commission scolaire de Laval
Commission scolaire du Littoral
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
Commission scolaire Marie-Victorin
Commission scolaire de Montréal
Commission scolaire des Monts-et-Marées
Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord
Commission scolaire des Navigateurs
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois
Commission scolaire des Patriotes
Commission scolaire du Pays-des-Bleuets
Commission scolaire des Phares
Commission scolaire Pierre-Neveu
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais
Commission scolaire de Portneuf
Commission scolaire des Premières-Seigneuries
Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke
Commission scolaire René-Lévesque
Commission scolaire de la Riveraine
Commission scolaire des Rives-du-Saguenay
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord
Commission scolaire de Rouyn-Noranda
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe
Commission scolaire des Samares
Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles
Commission scolaire des Sommets
Commission scolaire de Sorel-Tracy
Commission scolaire des Trois-Lacs
Commission scolaire du Val-des-Cerfs
Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands

Table des matières

Rapport du président ____ un
Activités du président ____ trois
Instances politiques de la FCSQ ____ quatre
Membres du bureau de direction ____ cinq
Membres du conseil général ____ cinq
Rapport du directeur général ____ sept
Commissions permanentes du conseil général ____ neuf
Une présence dans toutes les sphères d'activité ____ douze
Plus que jamais au cœur des débats politiques ____ quatorze
Faits saillants ____ quinze
Orientations stratégiques ____ dix-sept
Principaux documents publiés par la FCSQ ____ vingt-huit
Récipiendaires des Prix d'excellence et des mentions d'honneur 2003-2004 ____ vingt-neuf
Récipiendaires de l'Ordre du mérite 2003-2004 ____ trente
Personnel de la FCSQ ____ trente-et-un
Membres de la FCSQ ____ trente-deux

Coordination et uniformisation de la rédaction
Direction des communications et des affaires publiques

Collaboration à la rédaction
Direction et personnel de la FCSQ

Conception graphique
Bleu Outremer

Impression et assemblage
Secteur de l'imprimerie de la FCSQ

Publié par
La Fédération des commissions scolaires du Québec
1001, avenue Bégon
Case postale 490
Sainte-Foy (Québec) G1V 4C7

Téléphone : (418) 651-3220
Télécopieur : (418) 651-2574
Courriel : info@fcsq.qc.ca
Site Internet : www.fcsq.qc.ca

Document : 6456
Dépôt légal – 2e trimestre 2005
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Note : Dans le présent document, le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

Photos des pages couvertures
Une gracieuseté de Compétences Québec, de l'Association du transport écolier du Québec (ATEQ) et du gouvernement du Québec.

La Fédération
des commissions
scolaires
du Québec

La Fédération des commissions scolaires du Québec

États financiers
au 31 mars 2005

Rapport des vérificateurs ..... *deux*

États financiers

État des résultats et des excédents cumulés ..... *trois*

Avoir en immobilisations ..... *six*

Bilan ..... *sept*

État des flux de trésorerie ..... *huit*

Notes complémentaires ..... *neuf*

Rapport des vérificateurs

Aux membres de La Fédération des commissions scolaires du Québec

Nous avons vérifié le bilan de La Fédération des commissions scolaires du Québec au 31 mars 2005 et les états des résultats et des excédents cumulés, de l'avoir en immobilisations et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états incombe à la direction de la fédération. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la fédération au 31 mars 2005 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Raoul Girouard Dorion.

Société en participation
Comptables agréés

Québec
Le 14 avril 2005

État des résultats et des excédents cumulés

Exercice terminé le 31 mars 2005

	2004-2005		2003-2004
	Réel	**Budget**	**Réel**
PRODUITS			
Cotisations	3 617 178 $	3 611 789 $	3 622 245 $
Contrats de service	43 357	46 485	43 276
Intérêts gagnés et autres produits	104 613	110 000	120 524
Coordination des régions	39 125	39 637	52 421
	3 804 273	3 807 911	3 838 466
Services rendus, subventions et activités autrement financées			
Services-conseils aux membres, santé et sécurité du travail, soutien à la négociation et formation des commissaires et des gestionnaires	2 016 910	1 490 328	2 071 964
Service des ressources matérielles	90 180	160 093	45 416
Colloque sur les ressources humaines	265 997	195 000	
Congrès 2003			251 660
	2 373 087	1 845 421	2 369 040
	6 177 360	5 653 332	6 207 506
CHARGES			
Assemblée générale	38 221	34 026	42 624
Conseil général et commissions permanentes	199 909	166 540	151 142
Activités régionales	334 337	334 490	331 859
Bureau de direction	56 227	58 776	61 257
À reporter	628 694	593 832	586 882

État des résultats et des excédents cumulés

Exercice terminé le 31 mars 2005

	2004-2005		2003-2004
	Réel	**Budget**	**Réel**
CHARGES (suite)			
Reportés	628 694	593 832	586 882
Présidence et vice-présidence	164 482	163 698	162 775
Priorité et dossiers majeurs	327 958	160 813	341 195
Direction générale			
Direction	220 629	223 272	215 763
Ressources informatiques, financières et matérielles	376 186	405 566	414 346
Recherche et analyse	101 867	101 814	97 707
Activités administratives et éducatives	335 774	334 159	299 848
Siège social	193 956	189 033	187 926
Direction des communications et des affaires publiques			
Direction	117 045	125 172	118 334
Communications	328 350	322 793	320 710
Affaires publiques	48 130	36 583	46 983
Secrétariat général			
Direction	220 555	234 137	223 186
Service juridique	82 621	87 724	82 757
Imprimerie	149 980	183 528	187 208
Services téléphoniques, documentation et archives	108 723	108 809	105 160
Direction des relations du travail			
Direction	162 536	171 876	155 967
Relations du travail et conditions de travail	322 702	359 699	330 077
Gestion des ressources humaines	107 262	163 434	135 931
À reporter	3 997 450	3 965 942	4 012 755

État des résultats et des excédents cumulés

Exercice terminé le 31 mars 2005

	2004-2005		2003-2004
	Réel	**Budget**	**Réel**
CHARGES (suite)			
Reportés	3 997 450	3 965 942	4 012 755
Services rendus, subventions et activités autrement financées			
Services-conseils aux membres, santé et sécurité du travail, soutien à la négociation et formation des commissaires et des gestionnaires	1 850 848	1 434 897	1 886 096
Service des ressources matérielles	90 180	160 093	45 416
Colloque sur les ressources humaines	259 090	195 000	
Congrès 2003			250 505
	6 197 568	5 755 932	6 194 772
RÉSULTAT NET	(20 208)	(102 600)	12 734
EXCÉDENTS CUMULÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	544 521		531 787
EXCÉDENTS CUMULÉS À LA FIN DE L'EXERCICE	524 313 $		544 521$

Avoir en immobilisations

Exercice terminé le 31 mars 2005

	2004-2005	2003-2004
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	776 167 $	774 880 $
APPORTS À MÊME LES REVENUS		
Acquisition d'immobilisations imputée aux résultats	114 931	114 034
	891 098	888 914
DÉDUIRE		
Amortissement de l'exercice	94 830	94 905
Radiation de la valeur nette d'immobilisations pour cause de disposition ou de désuétude	20 403	17 842
	115 233	112 747
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	775 865 $	776 167 $

Bilan

au 31 mars 2005

	2004-2005	2003-2004
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	501 771 $	422 947 $
Placements temporaires	1 200 000	1 500 000
Débiteurs (note 3)	366 673	355 215
Frais payés d'avance	27 122	50 536
	2 095 566	2 328 698
Immobilisations (note 4)	1 352 697	1 381 450
	3 448 263 $	3 710 148 $
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunt bancaire (note 5)	70 000 $	100 000 $
Créditeurs et charges à payer (note 6)	521 499	548 110
Revenus reportés (note 7)	864 920	1 049 684
	1 456 419	1 697 794
VALEUR NETTE		
Excédents cumulés	524 313	544 521
Excédents réservés (note 8)	200 000	200 000
Avoir en immobilisations	775 865	776 167
Excédent de la valeur d'expertise du terrain et du bâtiment sur le coût	491 666	491 666
	1 991 844	2 012 354
	3 448 263 $	3 710 148 $

POUR LE CONSEIL GÉNÉRAL

André Caron, président

Réjean Morel, directeur général

État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars 2005

	2004-2005	2003-2004
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Résultat net	(20 208) $	12 734 $
Dépenses en capital		
Acquisitions nettes d'immobilisations	86 480	85 584
Éléments sans incidence sur les liquidités		
Amortissement aux améliorations au bâtiment	28 450	28 450
	94 722	126 768
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 9)	(199 418)	25 716
	(104 696)	152 484
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(86 480)	(227 835)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES	(191 176)	(75 351)
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES AU DÉBUT DE L'EXERCICE	1 822 947	1 898 298
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES À LA FIN DE L'EXERCICE	1 631 771 $	1 822 947 $

Les espèces et quasi-espèces sont constituées de l'encaisse et des placements temporaires moins l'emprunt bancaire.

Notes complémentaires

31 mars 2005

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La fédération, personne morale au sens du Code civil du Québec, est constituée en corporation en vertu de la Loi concernant La Fédération des commissions scolaires du Québec, telle que modifiée le 3 juin 1999. La Loi permet à la fédération d'accepter comme membre toute commission scolaire sans référence au statut confessionnel ou linguistique. La fédération a pour but de promouvoir les intérêts de l'éducation à titre de mandataire de l'ensemble des commissions scolaires du Québec.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût.

Immobilisations

Le terrain et le bâtiment ont été réévalués et sont présentés au bilan à la valeur marchande établie par Diament & Associés International Inc. en date du 1er mars 1982. Les additions subséquentes sont comptabilisées au coût. Aucun amortissement n'a été calculé sur le bâtiment depuis la date de la première évaluation d'expertise le 31 juillet 1975.

Le mobilier, l'équipement informatique, les logiciels et les autres équipements sont inscrits au coût. Les additions de l'exercice, imputées comme dépenses aux opérations au moment de leur acquisition, sont rétablies à l'actif par un crédit à l'avoir en immobilisations.

Les améliorations au bâtiment sont inscrites au coût; l'amortissement est imputé comme dépense aux opérations de l'exercice.

Les immobilisations amorties le sont en fonction de leur durée de vie utile respective, selon les méthodes et les taux indiqués ci-dessous.

Mobilier de bureau	Amortissement dégressif	20 %
Équipement informatique et logiciels	Amortissement linéaire	20 %
Améliorations au bâtiment	Amortissement linéaire	20 %

3. DÉBITEURS

	2004-2005	2003-2004
Commissions scolaires et autres	349 705	$
339 609 $		
Plan d'acquisition d'équipement informatique par les employés	16 968	15 606
	366 673 $	355 215 $

Notes complémentaires

31 mars 2005

4. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette 2004-2005	Valeur nette 2003-2004
Terrain	301 000 $	-- $	301 000 $	301 000$
Bâtiment	700 828	--	700 828	700 828
Mobilier de bureau	894 016	748 950	145 066	175 289
Équipement informatique et logiciels	327 518	207 066	120 452	90 532
Améliorations au bâtiment	142 251	56 900	85 351	113 801
	2 365 613 $	1 012 916 $	1 352 697 $	1 381 450$

5. EMPRUNT BANCAIRE

La fédération dispose d'une marge de crédit autorisée de 150 000 $ remboursable sur demande, portant intérêt au taux de base canadien calculé quotidiennement. Au 31 mars 2005, 70 000 $ étaient utilisés.

6. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2004-2005	2003-2004
Fournisseurs et frais courus	443 116 $	456 288 $
Dépôts de soumission	20 000	25 000
Retenus à la source	15 939	14 314
Taxes à la consommation	42 444	52 508
	521 499 $	548 110 $

Notes complémentaires

31 mars 2005

7. REVENUS REPORTÉS

Une partie des revenus relatifs aux activités ci-dessous est reportée et servira à les poursuivre au cours de l'exercice suivant.

	2004-2005	2003-2004
Service des ressources matérielles	217 288 $	303 769 $
Fonds Jeunesse		145 433
Soutien à la négociation et formation des commissaires et des gestionnaires	165 300	96 443
Programme Ordinateurs pour les écoles du Québec	43 748	45 926
Tables régionales des partenaires	54 564	60 537
Programme santé et sécurité du travail	251 716	237 874
Une école ouverte sur son milieu	2 158	29 562
Formation professionnelle	50 000	10 418
Services de garde	23 911	23 911
Colloque sur les ressources humaines		79 471
Congrès 2005	50 000	
Inscriptions à la formation des gestionnaires	6 235	16 340
	864 920 $	1 049 684 $

8. EXCÉDENTS RÉSERVÉS

	2004-2005	2003-2004
Une partie des excédents cumulés fut réservée afin de protéger la fédération contre toute baisse soudaine ou progressive des résultats de ses opérations	200 000 $	200 000 $

9. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT

	2004-2005	2003-2004
Débiteurs	(11 458) $	(104 188) $
Frais payés d'avance	23 415	65 127
Créditeurs	(26 611)	(52 190)
Revenus reportés	(184 764)	116 967
	(199 418) $	25 716 $

Publié par La Fédération des commissions scolaires du Québec
1001, avenue Bégon
Case postale 490
Sainte-Foy (Québec) G1V 4C7

Téléphone : (418) 651-3220
Télécopieur : (418) 651-2574
Courriel : info@fcsq.qc.ca
Site Internet : www.fcsq.qc.ca

Document : 6468
Dépôt légal - 2e trimestre 2005
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada